

L'ÉVÉNEMENT

Jean-Michel Blanquer, la construction politique d'une ambition

Le ministre de l'Éducation nationale s'émancipe de plus en plus de son champ d'action pour défendre les valeurs républicaines.

MATHILDE SIRAUD  @Mathilde_Sd

« VOUS SAVEZ *qui je suis ?* » Jean-Michel Blanquer pose cette question à chaque fois qu'il pénètre dans une classe et se présente devant des élèves du Cher, vendredi. Jusqu'ici, on connaissait l'ancien directeur de l'Essec, prestigieuse école de commerce, comme l'artisan du dédoublement des classes de CP et de CE1, le père de la réforme du bac, ou encore le défenseur de l'enseignement des fondamentaux. Jean-Michel Blanquer s'est construit une image de ministre de l'Éducation nationale réformateur et intransigeant, en rupture avec ses récents prédécesseurs de la Rue de Grenelle.

Depuis quelques semaines, par petites touches successives, le dirigeant macroniste s'émancipe de son périmètre de compétences et cherche à apparaître comme le gardien du temple républicain. Avec le respect du principe de laïcité comme leitmotiv. « *Le voile n'est pas souhaitable dans notre société* », déclara-t-il dimanche 13 octobre, après qu'un élu du Rassemblement national a demandé à une femme qui portait le voile islamique de quitter

l'hémicycle du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Les propos déclenchent un nouvel incendie dans la majorité. « *Cela ne correspond pas à une position d'équilibre* », regrette la porte-parole de LREM, Laetitia Avia. Le député de l'aile gauche de la majorité, Aurélien Taché, l'accuse de faire le jeu du RN. En février déjà, des députés de la majorité faisaient barrage quand Blanquer a tenté de faire passer dans sa loi sur l'école de la confiance un amendement des Républicains sur l'interdiction du port de signes religieux. Qu'importe, l'ancien directeur général de l'enseignement scolaire de l'ère Sarkozy défend ses convictions. Invité à s'exprimer devant l'Association des départements de France, vendredi, le ministre s'est une nouvelle fois livré à une ode au modèle républicain. « *Au moment où le communautarisme parfois cherche à s'imposer, nous avons un concept de très grande valeur qui nous est légué par l'histoire et que nous avons vocation à faire vivre. Ce concept va évidemment avec notre devise : Liberté, égalité, fraternité. Et il se trouve que la III^{ème} République y*



a ajouté un concept clé pour que nous vivions ensemble et que nous voyions tous notre liberté de conscience respectée, sans la pression de quiconque. C'est le principe de laïcité », a-t-il martelé devant des élus en attente de réponses concrètes. Dans l'assistance, certains tordent le nez. Mais ce positionnement plaît, notamment à droite. « C'est un maillon fort du gouvernement, approuve, en marge du congrès, Dominique Bussereau, président de l'Association des départements de France. Je souhaite que tout le gouvernement soit sur la ligne Blanquer. »

De nombreux soutiens

Ce qui est loin d'être le cas. Les propos du ministre sur le port du voile ont mis « mal à l'aise » sa collègue de la Santé, Agnès Buzyn, qui ne s'est pas privée de le dire sur un plateau de télévision. « Pour la solidarité gouvernementale, on repassera ! Elle ferait mieux de regarder ce qui se passe dans les hôpitaux en termes de radicalisation », rétorque un proche de Blanquer, qui s'empresse de lister les noms des ministres qui le soutiennent : Bruno Le Maire – dont il est proche –, Gérard Darmanin, Didier Guillaume, Bruno Poirson, Jacqueline Gourault... Et Édouard Philippe ? La semaine dernière, Jean-Michel Blanquer s'est entretenu à deux reprises avec le premier ministre. « Il a eu tort de réagir à un obscur élu du RN, recadre un proche du chef du gouvernement. Et d'alimenter la polémique la semaine où on votait la PMA. Le premier ministre considère que son message n'est pas le bon vis-à-vis de la communauté musulmane. » La cacophonie a même contraint le président de la République à réagir publiquement et à appeler à ne pas « stigmatiser » les musulmans. « Je fais ce qui me semble juste, assume l'intéressé, qui se défend de tout calcul ou d'arrière-pensée politique. J'ai deux adversaires : les tenants de la haine de l'autre et les tenants de la haine de soi », affirme Blanquer, qui place sur le même

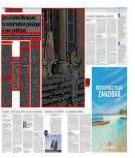
plan « la dangerosité » de l'extrême droite et celle de l'extrême gauche. Le ministre, qui récuse l'étiquette de droite, réfléchit à l'opportunité de publier un texte sur le « projet républicain ». Mais insiste : ce n'est pas parce qu'il a réuni la semaine dernière une vingtaine de parlementaires qui le soutient qu'il cultive l'idée de structurer une « chapelle » ou un « courant ». Ce genre d'initiatives est d'ailleurs honni en macronie. « Au contraire, il cherche à œuvrer au profit du collectif, croit savoir Stanislas Guerini, patron de LREM. C'est l'un des ministres les plus actifs au sein du parti et il nous rappelle souvent que dans La République en marche, il y a le mot "République". »

Au fond, que cherche Jean-Michel Blanquer ? « Il n'est pas là pour être aimé, c'est un dogmatique, un théoricien, beaucoup plus politique qu'on ne l'a présenté jusqu'ici », décrypte un cadre de la majorité. Celui qui a été repéré en 2016 par Brigitte Macron a longtemps compté parmi les ministres les plus appréciés du gouvernement. Mais depuis quelques mois, sa popularité s'effrite. « Des gens me détestent maintenant », déplore le ministre devant ses proches, conscient que la polémique sur le port du voile a suscité des tensions.

Dans un gouvernement qui manque de poids lourds, Jean-Michel Blanquer fait toutefois partie des rares personnalités qui ont réussi à émerger, au point d'être régulièrement cité pour Matignon. Certains proches assurent que l'intéressé commence à y croire, dans l'hypothèse d'un second quinquennat. « Pour survivre à Matignon, il faut une maturité politique, dissocier sa personne des attaques. Or, quand il est critiqué par l'opposition à l'Assemblée, il trépigne sur le banc, il ne supporte pas ! nuance un proche du chef de l'État. Il est trop entier. » Il lui reste deux ans et demi pour apprendre à encaisser les coups. ■

« Nous avons un concept de très grande valeur qui nous est légué par l'histoire et que nous avons vocation à faire vivre. Ce concept va évidemment avec notre devise : liberté, égalité, fraternité. [...] C'est le principe de laïcité »

JEAN-MICHEL BLANQUER



**Jean-Michel
Blanquer quitte
l'Élysée après
le Conseil des
ministres, lundi.**

BENOÎT TESSIER/
REUTERS